

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 17/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE IMMOBILIERE PETROLIERE DE GESTIO**

3 RUE DES VIGNES  
AEROPORT CDG ZONE DE SERVICE Bât 3910  
93290 Tremblay-en-France

Code AIOT : 0007403791

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement SOCIETE IMMOBILIERE PETROLIERE DE GESTIO implanté 3 RUE DES VIGNES AEROPORT CDG ZONE DE SERVICE Bât 3910 93290 Tremblay-en-France. L'inspection a été annoncée le 12/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE IMMOBILIERE PETROLIERE DE GESTIO
- 3 RUE DES VIGNES AEROPORT CDG ZONE DE SERVICE Bât 3910 93290 Tremblay-en-France
- Code AIOT : 0007403791
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cet établissement est chargé de l'avitaillement des avions à l'aide d'oléoserveurs. L'aéroport CDG est équipé de tout un réseau de canalisations allant des cuves de kérosène à chacun des terminaux de l'aéroport. Ce réseau est sous pression. Les postes de distribution situés au niveau du sol doivent être reliés aux réservoirs des avions par l'intermédiaire des oléoserveurs (camions équipés de pompes et de flexibles). Le rôle du camion est donc de relier les deux points par l'intermédiaire de flexibles et aussi de réduire la pression à 8,5 bars à l'arrivée du Kérosène au

serveur à 3,5 bars, la pression admissible par les avions (sous risque de défaillance), et de filtrer le kérosène afin d'éviter tout incident en vol.

L'établissement se charge de l'entretien mécanique des véhicules et du contrôle des matériels (étalonnage des compteurs) et pour cela exploite deux ateliers distincts (atelier mécanique et banc d'essai).

Le site est classé sous les rubriques ICPE suivantes :

- **1434-1.A** : Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° c et 93° c, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435).

(1 cuve de kérosène 50 m3 (densité 0,8) et 1 cuve de gnr 50 m3 (densité 0,8)

- **4331-3** : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.

1 pompe de débit max 230m3/h et 1 pompe de débit max 80m3/h

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risque accidentel

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Ventilation.	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 3 > 3.5.	/	Sans objet
2	Rétention des aires et locaux de travail.	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 3 > 3.8.	/	Sans objet
3	Implantation des appareils de distribution et de remplissage.	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 3 > 3.9.	/	Sans objet
4	Propreté.	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4 > 4.4.	/	Sans objet
5	Etat des stocks de liquides inflammables.	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4 > 4.5.	/	Sans objet
6	Vérification périodique des installations électriques.	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4 > 4.6.	/	Sans objet
7	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 5 > 5.2.	/	Sans objet
8	Les flexibles.	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 5 > 5.8.3.	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu.

Les points de contrôles abordés lors de la visite sont conformes.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Ventilation.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 3 > 3.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations qui ne sont pas situées en plein air sont ventilées de manière efficace. Pour les installations situées dans un local partiellement ou totalement clos, et sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un système de ventilation automatique avec détection de vapeurs/gaz. Ce dernier a été vérifié le 21/09/23 par la société GAZDETEC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Rétention des aires et locaux de travail.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 3 > 3.8.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le sol du site est étanche et incombustible. Toutes les eaux ou écoulements du site sont collectés et traités par un séparateur d'hydrocarbures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Implantation des appareils de distribution et de remplissage.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 3 > 3.9.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Les pistes, lorsqu'elles existent, et les aires de stationnement des véhicules en attente de distribution sont disposées de telle façon que les véhicules puissent évoluer en marche avant et puissent évacuer en marche avant desdits appareils de distribution. Les pistes et les voies d'accès ne sont pas en impasse. Les appareils de distribution et de remplissage sont ancrés et protégés contre les heurts de véhicules, par exemple au moyen d'îlots de 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues.
<b>Constats :</b> Tous les véhicules du site ont la possibilité de partir en marche avant lors de chaque opération de

remplissage/essai et lors du stationnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Propreté.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4 > 4.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
<b>Constats :</b> L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Etat des stocks de liquides inflammables.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4 > 4.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées, quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un registre précisant les quantités stockées et délivrées. Ce registre est disponible à tout moment.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Vérification périodique des installations électriques.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 4 > 4.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.
<b>Constats :</b> Les installations électriques ont été vérifiées le 03/07/23 par la société VERITAS. Les observations émises lors de ce contrôle ont été levées le 06/07/23 par la société ARC-LAN
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Localisation des risques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 5 > 5.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense et signale par un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.
<b>Constats :</b> Un plan du site indique les zones de stockage d'hydrocarbures ainsi que les zones remplissage (banc d'essai). Ce plan est accessible par les services de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Les flexibles.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article 5 > 5.8.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation.
<b>Constats :</b> Le site ne dispose pas de flexibles. La zone du banc d'essai permet un remplissage par des canalisations solides directement dans le sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet